

SUNDEP INFOS

LA BREVE DU SYNDICAT SOLIDAIRE DE L'ENSEIGNEMENT PRIVE

Une année qui s'achève dans le dédale des injonctions contradictoires en provenance d'un ministère à la gouvernance de plus en plus autoritaire, c'est ce qu'ont pu prouver toutes ces décisions prises lors de la crise sanitaire.

2020, une année que l'on préférera oublier, c'est certain, mais ne soyons pas dupes : 2021 sera probablement tout aussi peu sereine. Le SUNDEP vous souhaite malgré tout de belles fêtes de fin d'année.

Le 26 janvier, dans l'Éducation Nationale toutes et tous : on grève !!!

Le parlement a adopté un budget bien loin de répondre aux besoins de notre pays en matière d'éducation : 400 millions d'euros, c'est très peu en regard des milliards accordés à d'autres ! 400 millions, c'est très peu sachant qu'ils ne concerneront qu'une minorité de personnels. Alors même que le gouvernement propose un Grenelle de l'Enseignement sans aucune adéquation avec les revendications du corps enseignant et visant à modifier en profondeur l'organisation de l'école, les statuts des enseignant.es, en un mot les missions du monde de l'Éducation, il ne renonce en aucun cas aux suppressions de postes. Quid des rattrapages salariaux dans notre profession ? C'est pourquoi le SUNDEP Solidaires, à l'instar des organisations syndicales du public, appelle à une grève massive le 26 janvier prochain, et à poursuivre les mobilisations en cours pour une autre politique éducative, pour le dégel du point d'indice : tout.es en grève le 26/01/21 !

Non à l'entrisme de l'église dans le service public d'éducation.

Le temps d'hommage à Samuel PATY, notre collègue assassiné dans l'exercice de ses fonctions d'enseignant, le temps des vœux en cette fin d'année si particulière, ont mis à jour le prosélytisme des représentants de l'Église catholique en direction d'agents publics via les messageries professionnelles et/ou personnelles.

Le principe de séparation des Églises et de l'État est remis en question par plusieurs messages aux agents publics, émanant des Évêques et de l'association « Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique » depuis le début du premier confinement : appel à la messe de Pâques, appel à inclure un temps de prière pour l'hommage à notre collègue, tentative d'assimilation des enseignant.es comme leurs salariés.es.

Comment ont-ils eu accès aux bases de données professionnelles du ministère ? Quand le ministère va-t-il intervenir ?

Ce laissez-faire doit désormais cesser.

Ni les enseignant.es, actrices et acteurs de la formation de futur.es citoyen.nes de la République, ni les élèves, futur.es citoyen.nes de ladite

République laïque ne doivent être soumis.es à des pressions de la part des responsables religieux, quels qu'ils soient.

Le SUNDEP Solidaires l'affirme de nouveau en cette fin d'année et particulièrement à l'heure de l'ouverture d'un nouveau message de Philippe Delorme, secrétaire national de l'Enseignement catholique qui, dans l'esprit de Fratelli Tutti, vient souhaiter un Noël chrétien à l'ensemble des personnels de la communauté éducative de l'Enseignement privé sous contrat catholique.

Dans les classes associées à l'Enseignement public par contrat, nous exigeons toujours du ministre qu'il assure aux agent.es publics et aux élèves la liberté d'enseignement et la liberté de

conscience : c'est bien le minimum.

Le Grenelle de la querelle

Le niveau de résistance face à l'école de la confiance à la sauce Blanquer est au plus haut. Jamais un ministre de l'Éducation n'avait jusqu'alors été aussi peu soutenu par le corps enseignant.

Nombreux.ses enseignant.es s'insurgent depuis la rentrée de septembre contre une réforme des lycées dont on voit aujourd'hui le gâchis des futures générations avec le flop de l'organisation du contrôle continu, une répartition chaotique entre spécialités, de nouveaux programmes trop ambitieux dans toutes les matières.

Et par-dessus tout, la crise sanitaire de la Covid19 est venue ajouter au désordre ambiant une nouvelle dose de confusion : les enseignant.es n'en peuvent plus.

C'est dans cette ambiance que se sont ouverts les ateliers du Grenelle de l'Éducation, en l'absence de 2 organisations syndicales importantes : la CGT Educ' Action et la FSU, première fédération syndicale enseignante. Ces deux OS dénoncent en effet une « opération de communication » sur des « visions peu ouvertes au dialogue ».

Le Ministre a défini trois « piliers » pour le Grenelle : la reconnaissance, la coopération et l'ouverture.

En ce qui concerne « l'ouverture », le ministre propose d'ouvrir ses écoles au recrutement de managers, ce qui est déjà le cas dans l'enseignement privé, on voit bien les dégâts que cela produit. L'école n'est pas une entreprise et rien ne vaut de faire des économies de bouts de chandelles...

Pour la « coopération », le ministre parle de « l'esprit d'équipe » et de la nécessité de « créer des collectifs de travail » alors même qu'il s'attelle à les faire exploser dans ses réformes. Quant à la revalorisation... no comment !

Entre show et manipulation, le Grenelle s'avère tout sauf un lieu de négociation entre partenaires sociaux.

Le SUNDEP Solidaires dénonce ce mépris et c'est dans la rue que nous allons montrer quelles sont notre colère et nos revendications. Et ce n'est pas avec ce coup de bluff au travers d'un Grenelle dénué de sens que le ministre va nous faire avaler des couleuvres.

L'enseignement en « quelques chiffres »...

Le bilan social national de l'enseignement scolaire qui dresse un panorama de l'ensemble des personnels enseignant.es et non enseignant.es du ministère en charge de l'Éducation nationale au cours de l'année 2019-2020 vient de paraître.

On y lit ainsi les chiffres clés suivants :

Sur les 1 174 000 personnes en activité au MEN, 72 % sont des femmes.

Le salaire net mensuel moyen en 2018 est de 2 510 € pour les enseignant.es dans le secteur public et 2 120 € dans le privé sous contrat.

En revanche, un chiffre nous interpelle : en 10 ans, les démissions ont augmenté de près de 75 % ! Quand on vous dit que les enseignant.es sont de plus en plus désabusés.es par leur métier !

Les maths et l'école : le compte n'y est plus ?

De rapport Pisa en rapport Pisa, le constat reste constant depuis approximativement une dizaine d'années. Même si personne n'a encore réussi à le mettre en équation, le désamour est bien réel entre les élèves français et les mathématiques.

La proportion d'élèves en difficulté continue d'augmenter pour atteindre désormais près d'un élève sur quatre contre un sur six en 2008.

Si Cédric Villani, dans son rapport de 2018, pointait entre autres choses le manque de formation scientifique des professeur.es des écoles, rien n'a été envisagé depuis pour tenter un quelconque redressement de situation. Au contraire, la réforme actuelle du baccalauréat va même provoquer l'effet inverse en proposant des programmes aux ambitions démesurées : beaucoup d'élèves vont tout bonnement cesser de pratiquer les mathématiques. Une matière devenue depuis trop longtemps corvée, plus que plaisir.

National@sundep-
solidaires.org

<http://www.sundep.org>

